

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 23 octobre 2023

*Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

## LE CHIFFRE A RETENIR

# 1 M EUR

C'est le montant de la subvention obtenue par le Nigéria dans le cadre de l'Instrument de coopération pour la sûreté nucléaire de l'Union européenne, afin d'améliorer la réglementation du pays en ce domaine.

## Nigéria :

Le Président Tinubu, ses principaux ministres et le Gouverneur de la CBN affichent leur optimisme au 29<sup>ème</sup> NES ; Le Gouvernement a rendu public son programme pluriannuel pour 2024-2026 ; L'inflation alimentaire dépasse 30 % ; L'Union européenne prévoit d'augmenter ses importations de GNL nigérian entre 2023 et 2027.

## Ghana :

Le Ghana approuve le premier projet de mine de lithium ; Plus de la moitié des envois de fonds des diasporas ghanéennes ne peuvent pas être comptabilisés.

# Nigeria

## **Le Président Tinubu, ses principaux ministres et le Gouverneur de la CBN affichent leur optimisme au 29<sup>ème</sup> NES**

Lors du 29<sup>ème</sup> Nigerian Economic Summit (NES), le ministre des Finances Wale Edun, accompagné du Ministre du Budget et de la Planification économique Abubakar Bagudu, s'est déclaré « très optimiste » sur la conjoncture nigériane.

Rejoints par le Gouverneur de la Banque centrale du Nigéria (CBN) Michael Cardoso, le trio aux commandes de l'économie du pays a rappelé les principaux engagements du président : **une mobilisation fiscale accrue, une banque centrale indépendante et le retour à l'orthodoxie en matière de financement du déficit.**

M. Cardoso s'est ainsi félicité de l'arrêt de la « saignée dans les recettes publiques » - à savoir la subvention à l'essence. Il a souligné que sa suppression était une bonne nouvelle pour la politique monétaire, du fait de l'accroissement des ressources qu'elle induisait. Tous ont enfin rappelé les mesures récemment mises en œuvre par le Président Tinubu, comme la suppression de la liste des 43 produits dont l'importation souffrait auparavant de restrictions.

Lors de son allocution, le Président Tinubu a déclaré que son administration allait honorer tous les contrats à terme émis en devises étrangères (la CBN n'a pas honoré les obligations qui en découlent depuis février 2023, générant un arriéré d'au moins 3 Md USD). Il a de plus indiqué que, sous son impulsion, le marché des changes allait devenir plus transparent et davantage numérisé, avec l'objectif d'attirer davantage de détenteurs de devises vers les canaux officiels. Un document-cadre devrait prochainement être publié par la CBN.

Le ministre des Finances Wale Edun a annoncé deux décrets (« *executive orders* »), destinés à encourager les acteurs détenant des devises étrangères en dehors du système bancaire à les reporter sur le marché officiel. Ils devraient conférer une forme d'amnistie pour les détenteurs de devises et autoriser l'émission par des acteurs privés d'instruments financiers en devises. **Le Ministre a enfin annoncé que le Gouvernement prévoyait de lever 10 Md USD pour tenter de résoudre la crise de change que traverse le pays, à l'échéance de quelques semaines.** Le recours à un prêt de 1,5 Md USD de la Banque mondiale, dont le principe avait été confirmé une semaine plus tôt, ne semble pas faire partie du total.

## **Le Gouvernement a rendu public son programme pluriannuel pour 2024-2026**

L'en-cours de dette publique, y compris celle des Etats fédérés, a augmenté de 88,9 % en naira et de 12,2 % en dollar de fin 2022 à juin 2023. La dette publique totale du Nigeria en pourcentage du PIB est ainsi passée de 23,2 % fin 2022 à 41,2 % du PIB en juin 2023, principalement du fait de la dévaluation du naira, et d'un jeu d'écritures comptables : auparavant, le financement monétaire du déficit, qui endette l'Etat fédéral vis-à-vis de la Banque centrale, n'était pas comptabilisé. Le ratio dette/PIB dépasserait dès lors la limite de 40 % que le Nigeria s'est imposé dans sa Stratégie de la dette à moyen terme (MTDS) 2020-2023, mais se situe sous les seuils de 55 % et 70 % recommandés par le FMI, la Banque mondiale et la CEDEAO.

Dans ce contexte, le Gouvernement a publié son [Cadre de dépenses à moyen terme et document de stratégie budgétaire \(MTEF&FSP\) 2024-2026](#). Celui-ci prévoit un déficit de 9 048 Md NGN (11,8 Md USD) pour 2024, soit 3,8 % du PIB – supérieur au seuil de 3 % stipulé dans la loi sur la responsabilité budgétaire (FRA) de 2007. Le gouvernement a expliqué que ce déficit important est notamment dû à la révision des salaires des travailleurs fédéraux, faisant partie de l'accord conclu avec les syndicats. Le Gouvernement prévoit de financer le déficit par une combinaison d'emprunts domestiques (6 041 Md NGN ; 7,9 Md USD) et extérieurs (1 768 Md NGN ; 2,3 Md USD). Le Gouvernement a toutefois déclaré qu'il prévoyait de ramener le déficit sous la barre des 3 % du PIB à « moyen terme ».

## **L'inflation alimentaire dépasse 30 %**

[D'après le Bureau national des statistiques \(BNS\), le taux d'inflation alimentaire a atteint 30,6 % en glissement annuel en septembre dernier](#). Ce taux d'inflation alimentaire est notamment dû à l'augmentation des prix de produits tels que l'huile de palme, le pain, la viande ou encore les pommes de terre, entraînant une augmentation de l'inflation globale de 25,8 % à 26,7 % entre le mois d'août et le mois de septembre. **Ce taux d'inflation global est d'ailleurs le plus important que le Nigéria ait connu depuis vingt ans** et pèse sur le pouvoir d'achat des ménages nigériens. L'augmentation des prix des produits alimentaires est en partie due à la forte dépendance du Nigéria vis-à-vis de l'extérieur pour sa sécurité alimentaire. Les importations de produits alimentaires ont en effet représenté plus de 11,5 % des importations globales du pays au second trimestre 2023. En juillet dernier, le Président Bola Tinubu avait d'ailleurs déclaré l'état d'urgence sur la sécurité alimentaire nationale, empirée par les conséquences sur les récoltes du changement climatique et de l'insécurité généralisée. Pour répondre à ce problème, le gouvernement fédéral a récemment mobilisé plus de 500 M USD.

## **L'Union européenne prévoit d'augmenter ses importations de GNL nigérian entre 2023 et 2027**

[Cette annonce a été faite par Mme Kadri Sason, Commissaire à l'Énergie de l'Union européenne, lors de sa visite du site de production de NLNG sur Bonny Island.](#) Depuis le début de la guerre d'agression lancée par la Russie contre l'Ukraine, l'Union européenne cherche de nouveaux partenaires pour accélérer la diversification des approvisionnements. Cette initiative permet également d'anticiper une hausse de la demande de gaz, considéré comme une énergie de transition face au dérèglement climatique. Les principaux fournisseurs de GNL de l'UE sont les États-Unis, le Qatar et le Nigeria (14 %). Pour rappel, le Nigeria dispose des 9<sup>ème</sup> ressources mondiales de gaz. Néanmoins, celles-ci restent largement sous exploitées en raison du déficit d'investissements et de la dégradation des infrastructures. L'usine de Bonny Island, gérée par NLNG, opère ainsi bien en dessous de ses capacités. En 2022, le Nigeria était toutefois classé 7<sup>ème</sup> exportateur mondial de GNL, 9,8 milliards de mètres cubes ont été exportés vers l'Union.

## Ghana

### **Le Ghana approuve le premier projet de mine de lithium**

[Le gouvernement ghanéen a donné son accord pour le lancement de la première mine de lithium du pays à Barari DV Ghana Ltd, une filiale de la société australienne Atlantic Lithium Limited.](#) Cette autorisation permettra le développement d'une mine de lithium de 42,6 kilomètres carrés à Ewoyaa, dans la région centrale du Ghana, et serait le 10<sup>ème</sup> plus grand projet de lithium au monde.

Le bail accordé par le Ministère des Terres et des Ressources naturelles, d'une durée de quinze ans, intègre des conditions afin de garantir au pays le plein bénéfice de cette ressource. Ainsi, les redevances ont été augmentées de 5 % à 10 % et la participation de l'État dans le projet de 10 % à 13 %. De plus, l'entreprise ghanéenne Barari DV Ghana Ltd devra verser 1 % de son chiffre d'affaires à un fonds de développement communautaire pour soutenir les communautés et populations locales affectées par le projet. Le gouvernement, par l'intermédiaire du Mineral Income Investment Fund (MIIF), acquerra 6 % supplémentaire dans l'exploitation minière ainsi qu'une participation de 3,06 % dans l'entité mère de la société. La société serait également tenue de s'inscrire à la Bourse du Ghana (GSE) pour permettre aux investisseurs ghanéens d'y participer.

Avec une pénurie de lithium qui pourrait arriver à partir de 2025, cette décision s'inscrit dans la stratégie du Ghana visant à tirer profit de la transition mondiale vers les véhicules électriques, ce qui ferait du pays un acteur clé dans l'industrie en croissance des batteries électriques.

**Plus de la moitié des envois de fonds des diasporas ghanéennes ne peuvent pas être comptabilisés**

[Plus de la moitié des transferts de fonds des diasporas ghanéenne ne seraient pas comptabilisés par la Banque du Ghana.](#) Alors que la Banque mondiale a enregistré des montants de 4,5 Md USD et 4,7 Md USD en 2021 et 2022, le rapport de l'auditeur général sur les états consolidés des recettes en devises indique des chiffres bien en-deçà, à savoir 2,1 Md USD pour chacune des deux années.

Ces divergences seraient dues à la dérégulation du secteur des transferts d'argent par la loi sur le système et services de paiement de 2019, qui a permis aux sociétés privées de transfert d'argent (MTC) et aux Fintechs d'opérer.

**Le maintien des devises étrangères par ces entreprises pourrait causer une volatilité accrue de la monnaie locale.** Pour résoudre ce problème, il a appelé à un audit approfondi de tous les envois de fonds, accompagné du remboursement des comptes en devises étrangères de la Banque du Ghana par les Fintechs et MTC.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr)